

Pap Ndiaye vient d'être nommé Ministre de l'Education nationale, de la jeunesse. Sa nomination est un symbole de rupture avec Jean-Michel Blanquer à plus d'un titre. Mais l'Education nationale ne se gouverne pas uniquement à coup de symboles. Pap Ndiaye arrive dans un contexte historiquement grave pour le service public d'Education : en raison notamment des politiques menées par son prédécesseur, le second degré est au bord de l'effondrement comme le montre, par exemple, les chiffres des concours de recrutement et les initiatives affligeantes de certains rectorats. Pendant sa campagne, Emmanuel Macron a évoqué de nombreux projets de réformes : pacte pour les enseignants, redéfinition du statut, orientation, avec des propos souvent méprisants ou déconnectés de la réalité. Ces projets ne répondent en rien à l'urgence du moment qui est salariale : après des années de déclassement salarial, les personnels doivent être revalorisés sans contreparties.

Augmenter les salaires : des actes. Maintenant.

Si le nouveau ministre de l'Education nationale persiste à vouloir engager des réformes qui ne répondent qu'à des lubies idéologiques sans prendre la mesure de la crise profonde que traverse l'Education nationale, il portera alors, comme son prédécesseur, une lourde responsabilité dans la crise du service public d'Education.

Pour le Snes-FSU, Pap Ndiaye doit engager immédiatement le chantier de la revalorisation sans contreparties sur les bases suivantes

- Plus aucun professeur, CPE, Psy-EN ne doit être recruté en dessous de 2 000 euros nets
- aucun-e agent-e (AED, AESH) ne devrait être rémunéré-e à moins de 1850 euros nets pour un temps plein.
- reconstruction de toutes les grilles indiciaires pour revaloriser l'ensemble des carrières.

Urgence pour la rentrée 2022

Bien d'autres éléments confirment que le second degré est dans un état désastreux après le dernier quinquennat : 7900 suppressions d'emplois dans les collèges et les lycées (l'équivalent de la suppression de 175 collèges !), des réformes qui ont mis à mal nos métiers et renforcé les inégalités, en déboussolant également les élèves et les familles, absence de prise en compte des conséquences pédagogiques de la crise sanitaire, situation alarmante dans les DROM....Pap Ndiaye doit aussi rapidement prendre la mesure de la situation et apporter des réponses sur ces sujets, à commencer par le dossier de la rentrée 2022. Plus de 30 à 35 élèves par classe, diminution des moyens, apprentissages plus difficiles après le Covid....la rentrée ne peut pas se faire dans ces conditions, il faut des mesures d'urgence !

Revalorisation, reconstruction du service public d'éducation, le nouveau ministre de l'Education nationale est-il prêt à écouter les personnels et les organisations syndicales ? S'il ne l'était là, le SNES-FSU sera, lui, prêt à répondre.

A Paris, le 20 mai 2022